

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 130
N° 35

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15
no Titema 1981

Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Prix d'un exemplaire	125	150	190	165	225	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne. . . 125 frs
Abonnement : six mois	1.500	1.800	2.250	1.950	2.700	Les mêmes renouvelées : la ligne : . . . 50 frs
un an	2.750	3.350	4.250	3.750	5.150	Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne. 90 frs

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 9113909
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL**

	Pages
1981 10 déc. Décision n° 2381 ITSTAT constatant l'indice des prix du mois de novembre 1981. . .	1237
14 déc. Décision n° 2390 AE relative aux prix de vente des œufs dans le territoire. . .	1237

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL**

**DECISION n° 2381 ITSTAT du 10 décembre 1981 constatant
l'indice des prix du mois de novembre 1981.**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisa-
tion de la Polynésie française et notamment en son article 21,
alinéa m ;

Vu l'arrêté n° 5695 SGA.AA du 4 octobre 1976 modifié par
l'arrêté n° 4393 BPC du 4 avril 1980 relatif à la création de
l'Institut territorial de la statistique et à ses attributions ;

Vu la décision n° 1098 ITSTAT du 23 janvier 1981 abrogeant
l'arrêté n° 3352 AE du 6 juillet 1977 et la décision n° 1907
ITSTAT du 3 octobre 1980 et créant un indice des prix de
détail à la consommation familiale ;

Sur le rapport du directeur de l'Institut territorial de la sta-
tistique ;

En ayant délibéré en sa séance du 9 décembre 1981,

Décide :

Article 1er.— L'indice des prix de détail à la consommation
familiale du mois de novembre 1981 - base 100 en décembre
1980 - s'établit à 116.3.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée
et publiée selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 10 décembre 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 10 décembre 1981.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

**DECISION n° 2390 AE du 14 décembre 1981 relative aux prix
de vente des œufs dans le territoire.**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisa-
tion de la Polynésie française et notamment ses articles 20
et 21 ;

Vu la décision n° 762 AE du 13 octobre 1978 fixant le ré-
gime général relatif au prix des produits au stade de la pro-
duction dans le territoire ;

Vu la décision n° 1646 AE du 5 juin 1981 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la décision n° 2072 AE du 25 septembre 1981 relative aux prix de vente des œufs dans le territoire ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 7 octobre 1981,

Décide :

Article 1er.— Les prix de vente au stade de la production, des œufs de poule produits dans le territoire sont librement établis.

Art. 2.— Dans le cas où la commercialisation des œufs s'effectue par l'intermédiaire d'un grossiste répartiteur assurant les opérations de collecte de calibrage, de stockage, d'emballage et de distribution en gros, cette fonction propre de grossiste est rémunérée par une marge brute maximale de 29 FCP par douzaine.

Art. 3.— La marge maximale de détail applicable au prix des œufs sur tout le territoire est fixée à 10 %.

Art. 4.— En cas de revente au détail dans une île du territoire, le détaillant peut majorer la marge de 10 % du montant justifié du fret bateau ou avion à l'exclusion autre frais.

Art. 5.— Les grossistes ou producteurs assurant la fonction de grossiste répartiteur sont tenus de faire figurer très lisiblement sur les boîtes ou emballages la date de conditionnement des œufs.

Art. 6.— La décision n° 2072 AE du 25 septembre 1981 susvisée est abrogée.

Art. 7.— Les infractions aux dispositions de la présente décision sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 susvisée.

Art. 8.— La présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera, prendra effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 14 décembre 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 14 décembre 1981.

Le haut-commissaire,

Paul NOIROT-COSSON.